

# LIMITATION DU NOMBRE DE MANDATS PRÉSIDENTIELS : LEÇONS DE LA RÉGION DES GRANDS LACS

*Filip Reyntjens*<sup>1</sup>

## Introduction

Les pressions auxquelles sont soumises les limitations du nombre de mandats présidentiels sont l'expression de problèmes plus généraux du développement démocratique en Afrique. En 2012, Ochieng' Opalo (2012 : 81) notait que seul un quart des États africains montrait des « signes de consolidation démocratique » ; 43 % étaient des autocraties ; les autres étaient « ambigus dans l'orientation de leurs régimes ». Les recherches révèlent une tendance négative dans la démocratisation sur le continent, avec des pertes plutôt que des gains, des « zones grises » entre démocratie et autoritarisme, voire même « une vague renversée » (Møller & Skaaning 2013 ; voir également Adebani & Obadare 2011 et Lynch & Crawford 2011). La mainmise des dirigeants est forte et les transferts de pouvoir sont rares, d'où l'importance des limitations du nombre de mandats. Ceux au pouvoir perdent rarement les élections, mais dans les compétitions où le président en fonction ne se représente pas – comme conséquence de la limitation ou lorsque le président est en mauvaise santé, est décédé ou a démissionné – les partis au pouvoir n'ont gagné qu'environ dans la moitié des cas (Cheeseman 2015 : 177-178).

Le présent chapitre fait suite à un texte largement quantitatif publié dans le *Journal of Democracy* sur les rapports entre la limitation du nombre de mandats présidentiels (et le respect effectif de cette limitation) et la qualité de la démocratie, ainsi que sur la question de savoir quelle est la causalité entre ces deux facteurs (Reyntjens 2016). Ce texte porte sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (48 pays), tandis que notre chapitre se propose d'étudier cette question de façon plus qualitative dans les pays directement concernés dans *Conjonctures de l'Afrique centrale* : la RDC, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Ces quatre pays ont en effet, *de jure* ou *de facto*, supprimé cette limitation. Il s'agit donc de comprendre pourquoi cette évolution a eu lieu et quelles en sont les conséquences.

---

<sup>1</sup> Chercheur à l'Institut de Politique du Développement (IOB) de l'Université d'Anvers.